Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°213
30 juin 2025
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

C'est la révolution ou la barbarie !

Les foyers de guerre se multiplient. Chaque semaine, chaque jour on entend les échos du chaos, de la barbarie dans laquelle sont enfoncées les populations de Gaza, d'Iran, d'Ukraine, de Russie, du Congo, du Soudan,...

Ce chaos, cette barbarie ne sont pas des fatalités ! Si les Gazaouies meurent de faim et sous les balles et les bombes, si les Iraniennes angoissaient sous les bombardements, si la jeunesse est décimée dans la boue des tranchées d'Ukraine, c'est uniquement pour les intérêts économiques et politiques des milliardaires capitalistes !

Les actionnaires des banques et des multinationales qui se tiennent derrière les Trump, les Netanyahou, les Macron, etc exigent de leurs États que tout soit fait pour garantir leurs profits et leur domination sur la planète, même si pour cela il leur faut mettre la terre à feu et à sang !

En fait, les capitalistes ne laissent aux populations du monde entier qu'une seule alternative : soit se résigner à la crise, au chaos et à la barbarie, soit se révolter d'abord pour défendre son travail, son salaire et finalement pour en finir avec la société capitaliste et construire une société nouvelle, débarrassée de l'exploitation et de la course au profit !

Ici, en Belgique, les capitalistes n'exigent pas encore que l'on meure sous les bombes, mais ils exigent déjà que l'on crève au travail !

Chaque semaine, le gouvernement annonce des réformes qui vont détruire encore plus les conditions de vies et de travail de la classe ouvrière.



Le gouvernement supprime l'interdiction du travail de nuit qui, jusqu'ici, n'était autorisé qu'« exceptionnellement ». Cela n'empêchait pas les patrons d'exiger d'un travailleur sur dix de s'y soumettre ! Mais désormais, le travail de nuit sera possible dans tous les secteurs, sans aucune restriction ! Or le travail de nuit tue ! Il réduit de 5 à 8 ans l'espérance de vie et augmente les risques de maladies graves ! Dans certains secteurs, comme les hôpitaux, il est bien sûr nécessaire, mais dans la majorité des cas, il est dicté par la seule logique du profit !

Tout comme les heures supplémentaires ! Et c'est à ce titre que le gouvernement entend faire passer les heures supplémentaires dites « volontaires » de 100 à 360 heures par an. Ces heures sont une véritable arme dans la main des patrons ! Appeler « volontaires » des heures supplémentaires imposées sous la menace du licenciement et des salaires insuffisants, c'est de l'hypocrisie pure et simple ! Si elles sont généralisées, c'est aussi que ces heures n'imposent aux patrons aucun repos compensatoire et souvent aucun sursalaire ! Cette réforme, c'est en réalité 360 heures d'exploitation en plus par an, un peu plus de 1h20 chaque jour !

Alors pour forcer l'acceptation de cette exploitation aggravée, le gouvernement a réduit l'accès aux indemnités de chômage. Près de deux cent mille travailleurs vont en être exclus ! Mais la misère et l'exclusion sociale tuent tout autant que l'exploitation !

Et la réforme du chômage est aussi une arme pour faire baisser les salaires ! La réforme impose d'accepter les emplois prétendument « convenables ». Ce critère est en partie fixé sur le montant du salaire proposé. S'il est au moins égal à neuf dixième du montant des indemnités de chômage, l'emploi est considéré comme « convenable ». Ainsi, pour les travailleurs seuls, impossible de refuser les salaires de misère sans prendre le risque d'être exclus du chômage. Voilà comment les patrons vont faire baisser les salaires de tous !

A cela, il faut ajouter la limitation de la « norme salariale » à 0% , c'est-à-dire que les salaires ne pourront pas augmenter au-delà de l'indexation automatique, toujours

en retard sur la hausse des prix. Sans compter les réformes des pensions, celles qui concernent les malades de longues durées, de la fonction publique...

Mais tout comme la guerre mondiale à laquelle nous préparent les dirigeants capitalistes, ces réformes ne sont pas des fatalités ! Ce ne sont que les deux faces d'une même politique : celle de la classe capitaliste qui cherche à augmenter ses profits en temps de crise ! Les travailleurs n'ont pas à s'y résoudre !

Tous ceux qui veulent s'y opposer, ici et dans tous les pays, doivent s'organiser, pour préparer les luttes, et les révoltes à venir. Voter "à gauche" ne résout rien, le PS et le Vooruit l'ont démontré à chaque passage au gouvernement, eux aussi sont intégrés au capitalisme, imposent l'austérité et défendent le militarisme.

Pour que les travailleurs se défendent, il faut que les luttes, les prochaines grèves, les prochaines manifestations, ne soient pas limitées à un seul jour ou à un seul secteur, mais visent au contraire à s'étendre toujours plus ! C'est le seul moyen qu'ont les travailleurs pour gagner collectivement la force et la détermination de contester le pouvoir de la classe capitaliste sur nos vies !

Monde du travail

Manifestation du 25 juin

D'après les syndicats, nous étions entre 30 et 35 mille à manifester le 25 juin contre le programme du gouvernement fédéral. Les travailleurs et les militants syndicaux de Flandre, Wallonie et Bruxelles, qui se sont réunis à l'appel des directions syndicales ont dénoncé les réformes du chômage, des pensions, du travail de nuit, etc... toutes ces attaques qui sont en train d'être menées contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière !

Beaucoup regrettaient de ne pas être plus nombreux, car dénoncer ne suffit pas et il serait urgent de s'opposer collectivement à ces réformes ! Mais comment faire ?

Un ouvrier de la métallurgie venu de Flandre propose : « *Il faudrait un gouvernement de gauche, PS-PTB* », mais lors de la discussion, explique qu'il ne se fait pas vraiment d'illusion « *c'est vrai que quand le PS arrive au gouvernement, il va quand même dans la même direction, même si c'est moins pire en apparence* », et il accorde « *oui, malheureusement au final ça ne change rien pour nos enfants car les réformes sont quand même imposées* ». Mais alors que faire ? « *Il faudrait faire vraiment grève tous ensemble* », c'est à dire pas juste un jour, et pas entreprise par entreprise, mais ça les dirigeants syndicaux n'en veulent pas.

Un jeune travailleur d'une firme de production de frigos, quant à lui, explique : « *Je ne crois pas qu'il existe une solution dans les partis politiques qui veulent aller au gouvernement* », de lui-même il confirme « *ce sont tous des marionnettes des milliardaires* » ! Ce jeune témoigne : « *je ne sais même pas si une solution existe* », « *si je suis là, c'est parce que je ne veux pas me taire* », « *le gouvernement nous appauvrit pour acheter des armes* » ! Lui, il est d'accord pour dire « *une révolution permettrait de résoudre les problèmes* », même si aujourd'hui cela paraît lointain, voir utopique.

Quoi qu'il en soit, dans chacune des discussions cela faisait du bien de discuter du fond du problème : celui du poids du pouvoir capitaliste sur la société. Un militant explique « *le problème c'est qu'on ne parle jamais de ça, alors impossible de se mettre d'accord sur un vrai plan de bataille, une vraie perspective* » et cette idée trouve des échos.



Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Mais pour dénoncer le pouvoir des capitalistes, et pour organiser les prochaines luttes nécessaires pour s'opposer aux réformes, les travailleurs ne peuvent pas compter sur leurs dirigeants syndicaux. Au lieu de dénoncer le pouvoir des capitalistes, le président de la FGTB, Bodson, prétend que ces réformes sont « communautaires », que ce sont des attaques des partis flamands contre les travailleurs wallons ! Comme si les travailleurs flamands eux aussi n'étaient pas attaqués, comme si le programme du gouvernement n'était pas celui des marchés financiers !

Le même Bodson préfère en appeler aux partis francophones, plutôt qu'à la classe ouvrière, pour s'opposer aux réformes menées par l'Arizona… mais ce n'est que de la poudre aux yeux.

Une véritable lutte pour s'opposer aux réformes ne pourra venir que des travailleurs eux-mêmes, francophones, flamands, et même étrangers. Les directions syndicales, elles, ne cherchent qu'à mobiliser pour défendre leur place dans la prétendue « concertation sociale ».

Aujourd'hui, la majorité des travailleurs n'ont pas encore suffisamment confiance dans leur propre force pour dépasser les limites des directions syndicales. Ceux qui le comprennent en arrivent parfois à désespérer de ne pas voir les collègues se mobiliser. Mais cela finira par arriver car la situation ne fait que s'aggraver !

En attendant, il faut que tous ceux qui sont déjà conscients qu'il n'y pas d'autres perspectives que de se mobiliser, s'organisent pour s'adresser à leurs collègues.

Les dirigeants syndicaux appellent à une prochaine manifestation le 14 octobre 2025. Cela dépend des travailleurs eux-mêmes d'entraîner leurs collègues et leurs proches pour manifester, non pas derrière les mots d'ordre syndicaux, mais derrière leurs propres revendications.

La gauche avait commencé l'austérité, la droite l'accentue

Le gouvernement a commencé à mettre en pratique son programme. La réforme du chômage a été votée, près de deux cent mille travailleurs vont être exclus du droit aux allocations de chômage. Beaucoup vont basculer vers le CPAS alors que beaucoup de communes sont déjà en faillite. La réforme du travail de nuit et des heures supplémentaires est en préparation. Et la réforme des pensions finira par suivre… tant qu'on ne lui opposera pas une lutte commune à de nombreux secteurs, par delà toutes les catégories.

Accident du travail : patrons coupables !

Le 20 août 2021, un terrible accident s'est produit à la Fonderie et Mécanique de la Basse Sambre, à Jemeppe-sur-Sambre. Une explosion suivie d'un incendie a grièvement brûlé un ouvrier, touché par la fonte en fusion. Il a dû être plongé dans un coma artificiel pendant trois mois.

Devant le tribunal correctionnel de Namur, mercredi 25 juin, le patron de la fonderie a rejeté toute responsabilité, accusant l'ouvrier de ne pas avoir porté ses équipements de protection.

Pourtant, un contrôle de prévention réalisé en 2017 dans l'entreprise avait déjà pointé de nombreux manquements en matière de sécurité dans cette société.

Dans beaucoup d'entreprises, la course au profit a les mêmes conséquences : sous la pression de la hiérarchie pour « faire ses prestations » et faute de collègues en nombre suffisant, la sécurité passe au second plan. Les travailleurs n'ont souvent ni le temps ni les moyens de se protéger correctement... quand les moyens de protection existent.

Non au service minimum !

Le Voka, l'organisation patronale flamande, s'est attaqué au droit de grève en exigeant un service minimum à Brussels Airport (aéroport de Bruxelles-National). Il affirme que chaque journée de grève coûte 25 millions à « l'économie nationale », et que « *Bruxelles doit pouvoir compter toute l'année sur un aéroport fiable au service ininterrompu* ».

Ce que les patrons appellent « l'économie nationale », ce sont les immenses profits qu'ils se font sur le dos des travailleurs. En tentant d'imposer un service minimum, ils voudraient continuer à commercer et à exploiter sans entrave.

Mais les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter de voir leur droit de grève entravé. La grève est l'arme des travailleurs qui refusent de baisser la tête face à l'exploitation. Alors à bas le service minimum ! Vive les grèves des travailleurs de Brussels Airport et de tous les secteurs !



Non aux licenciements à la MDE !

Depuis plusieurs semaines, un plan de licenciement menace les travailleurs des crèches Maison d'Enfants d'Actiris (MDE) en Région bruxelloise. Dix travailleuses seraient dans le viseur de la restructuration. Et à la menace de licenciement s'ajoute encore le manque d'information de la direction. Les travailleuses de la MDE sont angoissées et en colère !

Vendredi 20 juin, un préavis de grève a été déposé par les syndicats. Le lundi et le jeudi qui ont suivi, des réunions avec la direction étaient organisées, sans grand résultat. Une soixantaine de travailleuses et de travailleurs s'étaient à chaque fois mobilisés pour faire entendre leur revendication : « *Pas de licenciement des femmes enceintes !* »

Leur société

Justice de classe !

L'acquittement d'un patron pour le meurtre de l'ouvrier du bâtiment Adam Walendzik a de quoi choquer !

Adam Walendzik a été retrouvé mort dans les Ardennes, en juin 2022. L'ouvrier avait dénoncé son patron de lui avoir volé 600 € lors d'un chantier où il travaillait en noir. Son téléphone a été activé pour la dernière fois à proximité du domicile de son patron, chez qui il comptait se rendre pour exiger un remboursement. Le patron a été identifié au volant de sa camionnette, le lendemain de la disparition, roulant vers les Ardennes.

Ce patron a un parcours représentatif des petits patrons de ce secteur, qui font le sale boulot d'intermédiaire en exploitant brutalement des ouvriers sous-payés pour les gros promoteurs immobiliers. Il avait créé une première société, tombée prétendument en faillite, avant d'en rouvrir une autre, au nom de sa femme, lui-même étant interdit de gérer une société. Selon *Sudinfo*, ce patron avait une réputation de magouilleur, profitant que ses ouvriers travaillaient au noir pour ne pas les payer.

L'accusation dénonce une enquête bâclée depuis le début.

Mais qu'Adam Walendzik ait été assassiné par son patron ou non, les patrons mènent quotidiennement une exploitation forcenée contre les travailleurs. Chaque année, des milliers d'accidents ont lieu dans la construction et font des dizaines de morts au travail. C'est le résultat d'un secteur où les travailleurs sont divisés en petites entreprises, divisés par nationalité, souvent au noir, sans aucun contrat ni aucun droit.



Pour se défendre face aux attaques patronales, les travailleurs ont besoin de dépasser ces divisions et de s'organiser au-delà de leurs entreprises et de leurs secteurs !

L'hypocrisie : l'arme du PS

Les dirigeants du capitalisme ne cachent pas qu'ils se préparent à une éventuelle guerre mondiale ! Au dernier sommet de l'Otan, Trump a voté une augmentation des budgets militaires jusqu'à 5% des PIB contre 2% aujourd'hui. Pour la Belgique, cela signifierait tripler le budget actuel, qui a déjà doublé depuis 2015 !

Dans le capharnaüm des déclarations politiques qui ont suivi le sommet de l'Otan, celle de Magnette (PS) ne doit pas tromper les travailleurs ! Celui-ci prétend que les socialistes, s'ils étaient au pouvoir, s'opposeraient à l'augmentation exigée par l'Otan... C'est de l'hypocrisie pure et simple !

A chaque campagne électorale, le PS fait des déclarations pour faire croire qu'il remettra en question les dépenses militaires, mais à chaque fois qu'il est élu, il fait tout l'inverse !

Il n'y a qu'à voir : la dernière ministre ministre de « la Défense » c'était Ludivine Dedonder, une élue socialiste. C'est elle qui a signé le « plan opérationnel de défense pour 2025 », qui est aujourd'hui acclamé par l'actuel ministre, Francken (NVA). Ce plan prévoyait notamment le triplement du nombre de soldats belges en déploiement au service de l'Otan... Côté dépenses, le PS a eu vite fait de ranger les promesses de la campagne électorale de 2019... Entre l'élection et 2023, Dedonder avait déjà dégagé 1,7 milliards d'euros pour un partenariat avec la FN Herstal et plus de 11 milliards d'euros pour l'armement !

Alors Magnette ment quand il prétend que la politique du PS est de s'opposer à l'OTAN et à l'augmentation des budgets militaires !

Les limites de l'obstruction parlementaire

L'adoption de la « loi-programme » a été reportée suite à un vote de l'opposition pour renvoyer le texte au Conseil d'État, qui doit rendre un nouvel avis la semaine prochaine.

Ce projet de loi-programme prévoit toute une série d'attaques contre les travailleurs : limitation

du chômage à deux ans, report de l'indexation des pensions, réduction des cotisations patronales, et bien d'autres encore.

Ce renvoi au Conseil d'État, initié par les partis d'opposition (PS, PTB, Ecolo, Groen et VB), oblige l'institution à émettre un nouvel avis – non contraignant – avant que la loi ne puisse être votée.

Cette manœuvre - qui peut être répétée - permet à l'opposition de retarder le vote et l'entrée en vigueur de la loi de quelques semaines, voire quelques mois. Mais elle n'arrêtera pas les attaques du gouvernement qui dispose d'une majorité parlementaire pour imposer son texte.

D'autre part, ni le PS, ni les écologistes, ni l'extrême droite ne souhaitent aller au-delà d'une simple obstruction parlementaire de façade : tous restent profondément responsables et loyaux vis-à-vis des intérêts du patronat, qui est très demandeur de cette loi.

Meurtriers de Mehdi impunis !

Les policiers qui ont percuté à 98 km/h Mehdi Bouda, le tuant sur un passage pour piétons en août 2019, ne seront pas renvoyés devant le tribunal et resteront impunis par la soi-disant « justice ».

Ce choix révoltant est une énième démonstration pour chaque policier, qu'il sera protégé par l'appareil judiciaire s'il commet un meurtre raciste.

Pourquoi la « justice » est-elle aussi injuste ? Parce qu'ainsi, chaque policier est censé resserrer un peu plus son attachement à l'Etat, à l'institution de la police, à sa hiérarchie et son autorité.

Se sentant protégés par les institutions, habitués aux bavures impunies, les policiers sont plus à même d'exécuter les ordres sans broncher, même si ceux-ci sont dirigés directement contre la population et la classe ouvrière. De plus, c'est une manière de sélectionner dans les rangs de la police ceux qui acceptent les bavures et les actes racistes, et d'en éloigner tous ceux que cela dégoûte, parce qu'ils s'étaient engagés avec l'illusion qu'ils allaient servir la population.

C'est un choix conscient des dirigeants de la bourgeoisie : habituer les policiers à l'impunité pour les préparer à suivre les ordres, protéger la propriété privée, réprimer les grèves et les manifestations.

Épidémie de flexi-jobs

Selon l'ONSS, 30.000 travailleurs supplémentaires ont signé un « flexi-job » en 2024, dont 85% en Flandre. C'est une hausse de 17%. Ce sont surtout des jeunes (62.200 !) qui travaillent en flexi-job.



Pour les patrons, c'est de la main d'œuvre bon marché à côté des CDI ou des CDD. Ils économisent sur les salaires, paient beaucoup moins de cotisations, ne sont contraints à payer aucun congé payé, aucun 13e mois et aucune indemnité de licenciement, qui se fait d'ailleurs souvent sans préavis. Ce contrat précaire leur permet de mettre encore plus de pression sur les travailleurs, avec des horaires imprévisibles, des changements en dernière minute et en imposant des heures supplémentaires.

C'est une arme des capitalistes pour faire pression à la baisse sur les salaires de tous les travailleurs, en les mettant en concurrence en fonction de leur statut.

Par ailleurs, la croissance du nombre de « flexi-jobeurs » met en lumière la précarité de toujours plus de travailleurs, qui sont contraints d'assumer un deuxième emploi car leurs revenus sont insuffisants. Parmi eux, plus de 28.000 ont plus de 65 ans et ont donc besoin de travailler pour toucher un complément à leur retraite, bien trop basse comparée à la cherté de la vie.

Exploitation de jour, exploitation de nuit

Le gouvernement fédéral va drastiquement réduire les primes de nuit pour les nouveaux embauchés dans le commerce alimentaire et la logistique. Déjà le travail de nuit dégrade la santé, avec 5 à 8 ans d'espérance de vie en moins. Et en plus, seules les heures entre minuit et cinq heures seront payées au tarif de nuit.

C'est pour cela qu'il faudrait supprimer le travail de nuit, sauf là où c'est absolument nécessaire, comme dans les hôpitaux, et augmenter les salaires. Impossible ? Ça dépend à combien on s'y met !



Crédit « Social » a-social

Selon la coopérative financière Crédal, un nombre croissant de travailleurs ont recours à un « micro-crédit » social pour faire face à des dépenses de soins de santé et de mobilité.

À cause des revenus nettement insuffisants (bas salaires, retraites, allocations…), de plus en plus de travailleurs n'ont plus d'autre choix que de s'endetter pour répondre à leurs besoins élémentaires comme se soigner et se déplacer !

C'est la double peine : avec le crédit vient le taux d'intérêts. Pour ces « micro-crédits », cela peut monter jusqu'à 1.500 € d'intérêts pour un emprunt de 10.000€.



Cercle vicieux…

Avec l'endettement, les remboursements du crédit et des intérêts, en plus des dépenses habituelles, la pression économique augmente.

Ces pressions poussent à accepter des emplois précaires, mal payés, avec des conditions de travail de plus en plus dures, à accepter aussi des heures supplémentaires… Cela renforce la pression à la baisse sur tous les salaires, ainsi que l'aggravation de la concurrence entre les travailleurs et l'exploitation. Bien sûr les patrons augmentent d'autant leurs profits.

Résultat : les salaires suivent de moins en moins la montée des prix et cela obligera encore plus de travailleurs à l'endettement. Tel est le cercle vicieux maintenu par le parasitisme patronal qui pourrit la société.

… qu'il faut briser !

Beaucoup de travailleurs pensent que les dettes et les emprunts, empêchent les luttes sociales car les travailleurs seraient « tenus » par leurs crédits, et donc incapables de se mettre en grève.

C'est une croyance entretenue par les ministres, les patrons, la presse pour tenter de nous démoraliser.

Bien des fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, ce sont les montants des crédits eux-mêmes qui ont poussé les travailleurs à faire grève pour arracher des augmentations de salaires.

Durant certaines luttes, les travailleurs ont même fait l'expérience qu'une fois les employés de banque en grève avec les autres secteurs, les crédits eux aussi, pouvaient être mis « en grève » et les dettes remises à plus tard, voire annulées !

Worldline : capitalistes = mafieux

Les révélations d'un consortium de journalistes sur les fraudes et le blanchiment d'argent par l'entreprise française Worldline, et sa filiale belge, lève le voile sur une petite partie des agissements illégaux et mafieux des plus grands acteurs capitalistes.

Worldline est l'une des plus grandes entreprises de paiement au monde. C'est Worldline qui, par exemple, installe les systèmes de paiement dans les commerces, qui fait l'intermédiaire de paiement entre le client et le commerçant, en vrai ou en ligne, etc..



Worldline connaît donc de près les transactions de ses clients, et est censée reporter les fraudes et refuser comportements illégaux. Mais demander à des capitalistes de faire respecter des lois qui leur font perdre du profit, c'est comme demander à un requin de devenir végétarien… ça ne marche pas !

La direction de Worldline a donc fait exactement l'inverse de ce à quoi elle s'était engagée. Elle a développé, dans sa filiale belge, un département spécialisé dans les paiements « frauduleux », nouant des partenariats avec des mafieux notoires. Worldline a ainsi couvert, voire encouragé : des réseaux de prostitution en ligne, abusant parfois de mineures ; des sites pornographiques comme Onlyfans ou Stripchat, connus pour leurs abus, avec parfois des publications de viols ou d'images publiées à l'insu des personnes filmées ; ou des casinos en lignes illégaux.

Ces pratiques étaient bien connues dans le monde bancaire mais aussi des prétendues « autorités de contrôle ». La Banque nationale de Belgique, par exemple, était parfaitement au courant d'un certain nombre des pratiques illégales de Worldline, mais ne les a jamais dénoncées. De son côté, la banque ING a aussi été complice de Worldline en lui fournissant des services indispensables à ses activités illégales.

En réalité, de telles pratiques ne sont pas des exceptions sous le capitalisme. Elles sont la règle. Comme chez Worldline, les capitalistes cherchent en permanence à maximiser leurs profits par tous les moyens.

De temps en temps leurs méfaits finissent par être révélés.

L'enquête sur Worldline n'a pu faire de telles révélations que parce que des travailleurs de Worldline, de la BNB, ou d'ING ont coopéré avec les journalistes en leur fournissant parfois des documents confidentiels. Et les travailleurs sont partout !

En étant organisés, ils pourraient révéler tous les crimes commis par leurs patrons, voire s'y opposer, sans avoir besoin d'attendre que des journalistes n'ouvrent une enquête…

Rossel: monopoliste de la presse

Le 23 juin, le groupe Rossel (*Le Soir*, *Sudinfo*, *RTL*, etc.) a annoncé le rachat des journaux du groupe IPM (*La DH*, *La Libre*, *L'Avenir*).

L'objectif des riches actionnaires de ces titres de presse, notamment les familles Le Hodey et Hurbain, est clair : « réaliser des synergies ». Autrement dit, augmenter leurs profits en licenciant des travailleurs et des journalistes dans les deux groupes, tout en produisant un contenu standardisé et réutilisable dans l'ensemble de la presse.

Avec cette fusion, Rossel contrôlerait désormais 9 journaux vendus sur 10 en Belgique francophone.

Ce mouvement de concentration des médias se poursuit sans relâche depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1970, la Belgique comptait 18 groupes de presse écrite. Aujourd'hui, il n'en reste plus que quatre, tous détenus par une poignée de familles millionnaires ou milliardaires (voir graphique).

Les grands médias, propriété des capitalistes

Sous le capitalisme, les grands médias – télévision, radio, journaux, mais aussi réseaux sociaux – appartiennent à des capitalistes qui s'en servent non seulement pour engranger des profits, mais aussi pour diffuser leurs idées et asseoir leur domination politique.

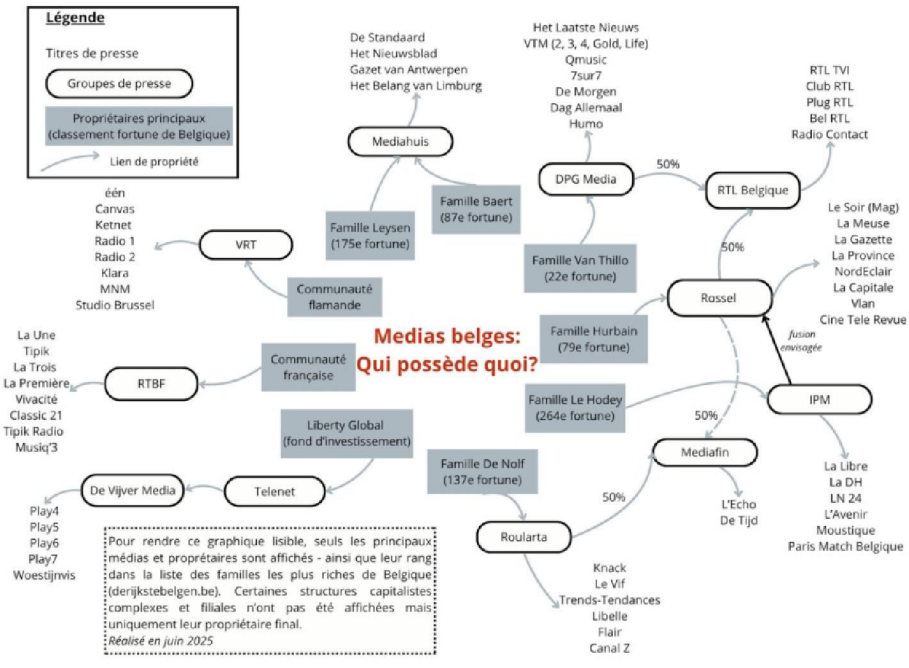
Dans le monde anglo-saxon, le milliardaire Rupert Murdoch utilise par exemple ses médias comme Fox News ou The Sun pour promouvoir des politiciens tels que Trump ou Boris Johnson, et propager les préjugés les plus réactionnaires. En France, Vincent Bolloré et Pierre-Edouard Stérin suivent la même logique en rachetant des médias comme *CNews*, *Europe 1* ou *Paris Match* pour soutenir l'extrême droite.

L'intervention directe des actionnaires sur la ligne éditoriale n'est pas toujours immédiate ou visible. Mais il n'en reste pas moins qu'il n'existe pas de véritable liberté de la presse sous le capitalisme. Même si les journaux affichent des nuances politiques différentes, ils partagent un même parti pris : défendre l'ordre établi et les intérêts capitalistes. Cela apparaît particulièrement lors des grèves, ou lorsqu'ils relaient la propagande pro-occidentale, comme lors des guerres en Ukraine ou au Moyen-Orient.

Les médias sont une arme de la bourgeoisie dans la lutte des classes. La sacro-sainte propriété privée leur donne tous les droits.

La véritable liberté de la presse ne commencera que lorsque les travailleurs exproprieront les capitalistes qui en sont aujourd'hui les propriétaires.





Pollution capitaliste

A Uccle, le renouvellement d'un permis d'urbanisme a mis au jour la contamination des sols aux PFAS. La responsabilité viendrait de l'entreprise de production de matériel anti-incendie Sicli, aujourd'hui en faillite, qui possède une usine à Uccle. Sicli n'aurait pas respecté ses obligations pendant des années, ce qui pourrait avoir été à l'origine de la pollution des sols, d'après le bourgmestre de la commune.

Cela n'est pas étonnant, à Anvers c'était l'entreprise 3M qui était directement responsable de

la contamination aux PFAS.

Ainsi même quand il s'agit de produire du matériel utile, comme des extincteurs, la course au profit capitaliste pourrit tout... même dans les communes plus riches comme à Uccle... et la situation est encore pire dans les communes ouvrières.



Bezos à Venise : le bal des vampires

Le milliardaire Jeff Bezos, patron d'Amazon, a fêté son mariage à Venise. Les 200 invités ont participé à trois jours de festivités pour un coût estimé à 25 millions de dollars. Parmi les convives, arrivés en méga yacht et jets privés, se mêlaient de grands bourgeois comme Elon Musk et des stars hollywoodiennes ou encore Ivanka Trump, la fille du président américain.

Les fortunes dilapidées pour amuser tous ces rupins viennent de l'exploitation de plus en plus féroce des travailleurs, à commencer par les 1,5 million de salariés d'Amazon qui s'épuisent à des cadences harassantes pour des salaires de misère.

C'est à ce prix-là que ces bourgeois se gobergent et se pavanent. Souhaitons-leur le même destin que les aristocrates des fêtes du château de Versailles d'avant 1789, qui sans le savoir dansaient sur un volcan.

LO France

International

Le chaos au Moyen-Orient

Le gouvernement d'extrême droite israélien poursuit le massacre en bombardant et en affamant les Palestiniens de Gaza. L'armée soutient les colons juifs à tuer pour s'emparer de terres palestiniennes en Cisjordanie. Tout cela sous les yeux des gouvernements occidentaux soi-disant démocratiques !

Tout en continuant de bombarder le Liban et la Syrie, le gouvernement d'Israël a engagé une guerre aérienne massive contre l'Iran, avec le soutien du gouvernement américain et de ses valets occidentaux. Les États-Unis ont participé aux bombardements, avant d'organiser un cessez-le-feu tout en affirmant qu'ils n'hésiteraient pas à bombarder l'Iran à nouveau…

Des centaines de sites militaires, des centres de traitement de l'uranium ont été bombardés. Des dizaines de dirigeants de l'armée et du nucléaire ont été exécutés et bien sûr des centaines de civils y ont laissé la vie. Des infrastructures essentielles ont été détruites, aggravant les pénuries dues à la corruption du régime dictatorial des Ayatollahs et à des dizaines d'années de blocus économique.



Netanyahou et Trump prétendent que cette guerre empêcherait l'Iran de développer des bombes atomiques. Peut-être. Mais cela ne rendra pas la situation plus sûre pour la population israélienne.

Dans cet Iran de 90 millions d'habitants, une grande partie de la population s'est opposée à la dictature, notamment en 2022, lors des mobilisations du mouvement « Femme, vie, liberté ». Et surtout, de grandes grèves secouent le pays depuis plusieurs années. Ces luttes de la population iranienne pourraient être affaiblies par les bombardements israéliens et américains. Cette guerre n'a pu que souder une partie de la population derrière l'armée et le régime. Et maintenant, combien de jeunes iraniens n'auront que la vengeance contre Israël en tête ?

La guerre contre l'Iran c'est une nouvelle guerre de l'impérialisme pour faire baisser la tête au régime iranien. Elle sert par ailleurs les intérêts personnels de Netanyahou. Il espère se maintenir au pouvoir en imposant un élargissement de la guerre à la population israélienne, qui a déjà fait des milliers de morts en Israël.

Mais qui fournit les armes à Israël pour assassiner Palestiniens, Libanais, Syriens et Iraniens ? Les USA en premier bien sûr, et aussi tous les pays occidentaux, y compris la Belgique.

L'État d'Israël est avant tout une base avancée de l'impérialisme occidental au Moyen-Orient. L'armée israélienne a pu lancer une guerre contre l'Iran, parce que cela correspond aux intérêts des capitalistes américains et européens. Pour assurer leur contrôle sur les importantes sources de pé-

trole de la région, pour assurer leur domination du canal de Suez et des voies maritimes essentielles au transport des marchandises des multinationales, et pour maintenir leur domination sur les États et les peuples de cette région.

Comme l'a dit le chancelier allemand Merz : « Israël fait le sale boulot pour nous. » Car depuis les années 80, l'État iranien n'est pas assez soumis aux intérêts des capitalistes occidentaux. Ils rêvent de remettre en place une dictature féroce comme celle du Shah, qui précédait la dictature des Ayatollah, et qui maintenait l'ordre impérialiste sur la région à coup de tortures et de massacres.

Les travailleurs sont les seuls qui peuvent ouvrir une perspective, autre que la dictature militaire ou religieuse. Une révolution ouvrière pourrait renverser les États de la région, d'Israël, d'Iran, des monarchies pétrolières, et aussi du Hamas, qui tous défendent à leur façon le capitalisme.

Cela paraît lointain, voire impossible ? La révolution iranienne de 1979, les printemps arabes, le Hirak en Algérie et bien d'autres soulèvements populaires montrent que les révoltes finissent toujours par se produire. Ce qui manque à chaque fois, c'est un parti communiste révolutionnaire pour que ces luttes ne soient pas détournées au profit d'une clique nationaliste ou religieuse.

Gaza : distribution de nourriture... et de grenades

Dans la bande de Gaza, la population ne peut survivre qu'avec l'aide alimentaire encadrée par l'armée israélienne. Celle-ci a tué en un mois plus de 550 Palestiniens lors des distributions de nourriture, et en a blessé plusieurs milliers d'autres.

Des militaires israéliens ont témoigné anonymement dans un article publié par le journal israélien *Haaretz*. Ils dénoncent avoir reçu l'ordre de tirer sur des foules de Gazaouis rassemblés pour recevoir de la nourriture.

« *Comment en est-on arrivé à un point où un adolescent est prêt à risquer sa vie pour attraper un sac de riz ? Et pourquoi tire-t-on sur lui à l'artillerie ?* »

« *Là où j'étais en poste, entre une et cinq personnes étaient tuées chaque jour.* [Les Palestiniens] *sont traités comme une force hostile* […]. *On leur tire dessus avec tout ce que l'on peut imaginer : des mitrailleuses lourdes, des lance-grenades, des mortiers…* »

« *Mais je peux dire avec certitude que ces personnes n'étaient pas proches des forces et ne les mettaient pas en danger. Ils ont été tués pour rien. Ce qu'on appelle tuer des innocents, c'est devenu la norme.* »

Oui, c'est contre la population palestinienne que Netanyahou mène sa guerre abjecte ! Après avoir affamé la population par le blocus des vivres, le gouvernement israélien organise maintenant la terreur autour de la distribution alimentaire. Et en parallèle, les bombardements par avions de chasse et par drones se poursuivent.

La politique génocidaire des dirigeants israéliens, acceptée par les dirigeants de l'impérialisme américain et des gouvernements européens, ne peut que se retourner, aussi, contre l'ensemble de la population israélienne, et des Juifs en général, en contribuant à développer les idées antisémites les plus réactionnaires. Ils seront la cible de la haine croissante générée dans toute la région par la politique de Netanyahou encouragée par Trump et ses supporters.

Les dirigeants impérialistes de seconde zone s'en tiennent à leur hypocrisie. Pendant que Trump prétend préparer la paix en aggravant la guerre au Moyen-Orient, le Ministre français des affaires étrangères déclare « *La France se tient prête, l'Europe aussi, à concourir à la sécurité des distributions alimentaires.* »

Mais ce sont bien les impérialistes, les USA en tête, qui soutiennent depuis 19 mois (75 ans en réalité !), financièrement et militairement, les massacres perpétrés par l'Etat d'Israël contre les Palestiniens, à Gaza et en Cisjordanie. Car c'est leur manière de défendre leurs intérêts dans la région : l'accès aux ressources comme le pétrole, aux routes de commerces, au contrôle de la population, à l'aide de leur bras armé de la région, l'Etat d'Israël.



Congo-Rwanda : Accord de paix... ou de pillage ?!

Un accord de paix a été signé sous le patronage des États-Unis entre la République Démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda. Trump s'est félicité de la fin du conflit de plus de 30 ans dans la région congolaise du Kivu, à la frontière du Rwanda. Mais celui-ci n'implique pas le principal groupe armé engagé dans le conflit, le M23, et sert surtout à préparer une nouvelle étape dans le pillage du pays au profit des grands groupes capitalistes américains et occidentaux.

Les politiciens occidentaux qui ont commenté cet accord ont montré tout leur mépris envers les populations de la région. Trump a avoué qu'il « *était un peu hors course dans ces négociations* » car il « *ne connaît pas grand-chose à ce conflit* », tout en revendiquant un prix Nobel pour son rôle dans l'accord de paix... Maxime Prévot a félicité la RDC et le Rwanda d'avoir « *choisi* » la paix. Il fallait tout le mépris du ministre des affaires étrangères de l'ancien État colonisateur, pour présenter la guerre au Kivu comme un « choix » des pays africains.

En réalité, les principaux responsables de ces conflits sont les États et les capitalistes occidentaux. C'est la Belgique qui a préparé le terrain en créant de toute pièce de fausses ethnies pour mieux diviser et dominer le pays au moment où le Rwanda était une colonie belge. C'est la Belgique qui a colonisé et pillé le Congo pendant plus d'un demi-siècle, sans le développer. Ce sont les capitalistes européens et américains qui alimentent ce conflit depuis 30 ans, en vendant les armes aux différents groupes armés qui pullulent au Congo et dans toute l'Afrique, et en leurs achetant à bas prix les minerais des régions qu'ils contrôlent.

La paix proclamée risque de n'être qu'un effet d'annonce comme Trump les multiplie à propos des guerres en Ukraine ou au Moyen-Orient. Le principal groupe armé du conflit, le M23, soutenu par le Rwanda, qui contrôle les deux villes les plus importantes du Kivu, a déjà affirmé que cet accord ne le concernait pas car il avait été fait sans lui, et les combats continuent de faire rage...

Derrière le prétexte d'apporter la paix, ce que cherchent Trump et ses comparses capitalistes, c'est surtout de prendre le contrôle sur l'extraction des nombreux minerais du pays, comme le cobalt, le coltan ou le lithium, indispensables pour de nombreuses industries stratégiques, y compris celle de l'armement.

Jusqu'à présent, les capitalistes américains s'étaient désintéressés des mines congolaises, les laissant parfois dans les mains d'entreprises chinoises. Ils pouvaient ensuite racheter les minerais à bas prix aux entreprises chinoises, pour faire d'immenses profits avec les ordinateurs, téléphones ou voitures électriques construites avec ces minerais.

Mais les États-Unis sont en conflit économique avec la Chine et se préparent ouvertement à un conflit militaire. Du point de vue des capitalistes américains, il est donc hors de question de laisser des ressources stratégiques dans les mains de leurs concurrents, « ennemis » demain.

De gros capitalistes américains, comme Bill Gates ou Jeff Bezos, ont récemment investi des centaines de millions dans l'entreprise KoBold Metals, qui cherche à prendre le contrôle de mines importantes au Congo, comme la gigantesque mine de lithium de Manono, déjà disputée par plusieurs compagnies. Trump s'est réjoui avec cynisme de ce que « *les États-Unis obtiennent dans cet accord beaucoup de droits miniers au Congo* ».

La paix ne pourra pas être établie dans cette région aux immenses ressources mais à la population très pauvre, et aux gouvernements corrompus entre les mains de capitalistes concurrents.

Sans révolution dirigée par les travailleurs contre le capitalisme lui-même, les guerres, les pillages et la misère ne pourront cesser.



Suivez nous

sur les réseaux:

Lutte Ouvrière Belgique.

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be